



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le défi climatique appelle un changement radical de politique publique pour le ferroviaire

Ratifié en 2022 par la France et l'Italie, le traité de coopération historique du Quirinal insiste sur « l'intérêt stratégique du développement coordonné et durable de la mobilité ferroviaire transalpine ». Les propositions sur le Lyon-Turin formulées par le Conseil d'Orientation des Infrastructures (COI) dans son rapport consultatif sont en contradiction avec cette ambition majeure. Clé de voûte de la liaison ferroviaire européenne, le tunnel de 57,5 km en cours de creusement sous les Alpes est irréversible et sera livré à l'horizon 2032.

En toute logique, l'Italie a pris les décisions pour livrer ses voies d'accès à l'ouvrage en même temps. En proposant de repousser au-delà de 2045 la mise en service des voies d'accès françaises et en privilégiant durablement la ligne historique Dijon-Modane, le COI met sérieusement en péril le succès de la plus grande infrastructure européenne de mobilité bas carbone pour les voyageurs et les marchandises.

Le plus long tunnel ferroviaire du monde destiné à relier l'Est et l'Ouest de l'Europe, peut-il raisonnablement ne pas avoir de voies d'accès à la hauteur côté français ? La France ne peut se permettre de rater ce rendez-vous historique. Elle doit être à la hauteur de ses responsabilités, de ses engagements internationaux, de sa volonté de réindustrialisation, et du défi climatique. La CGT rappelle que la pollution aux particules fines tue plus de 40 000 personnes en France dont 140 personnes chaque année dans les vallées de la Tarentaise et de la Maurienne. Ce qui en fait le facteur de risque environnemental numéro un en termes de maladies et de décès prématurés.

Projet structurant de la transition écologique, la liaison transalpine est un maillon manquant essentiel pour connecter les réseaux ferroviaires européens. Un grand chantier d'avenir au service des intérêts écologiques, économiques et géostratégiques de la France qui doit en être le moteur.

La France et l'Italie méritent d'être enfin reliées par une ligne ferroviaire complète, moderne et performante, par une infrastructure d'avenir adaptée à l'évolution des grands flux contemporains mais aussi utile aux mobilités du quotidien régionales.

Pour la CGT il ne faut pas se tromper de combat : l'avenir de la planète comme la réponse aux besoins de transport, passeront inévitablement par une réelle priorité donnée aux transports propres, collectifs, par de nouvelles infrastructures ferroviaires, sous maîtrise publique, permettant de rééquilibrer les modes de transport et de développer leur complémentarité, et de faire payer le juste coût à chacun de ces modes.

Cet objectif appelle un statut de haut niveau pour les cheminots et l'ensemble des travailleurs des transports, ainsi que des normes permettant d'éviter toute forme de dumping social entre salariés et entre modes de transports.

La CGT et ses organisations s'engagent résolument en faveur de la mise en service des voies d'accès françaises, condition déterminante pour l'ouverture de la liaison ferroviaire du Lyon-Turin.

Montreuil le 5 mai 2023